

**NPA**  
*l'Anticapitaliste*

**ISLAMOPHOBIE, RACISME D'ÉTAT**



**2025, NOUVELLE VAGUE  
DE L'OFFENSIVE  
ISLAMOPHOBE !**

**NPA-LANTICAPITALISTE.ORG ~ LANTICAPITALISTE.ORG**

**D**epuis février, l'islamophobie institutionnelle connaît une nouvelle vague d'interventions politiques. La proposition de loi LR, adoptée au Sénat en février dernier, vise l'interdiction du hijab lors des compétitions sportives et prévoit de limiter l'usage culturel d'équipements municipaux, menaçant jusqu'à l'accomplissement de la prière rituelle des deux Aïd, fréquemment organisées dans des gymnases. Parallèlement, l'extension des dispositions contre la visibilité des musulman·es continue : début mars, le Conseil d'État a entériné l'interdiction du port du voile pour les avocates en plaidoirie ; de même, alors qu'un attentat islamophobe a coûté la vie à Aboubakar Cissé, le ministre de l'Intérieur Retailleau multiplie les sorties sur le voile à l'université. Ces mesures participent de la mise en place d'une législation ouvertement islamophobe qui vise à l'exclusion des musulmanes de l'espace public. Parmi ces mesures d'exception, on retrouve l'acharnement contre les représentants des mosquées et les imams : après Hassan Iquioussen et Mahjoub Mahjoubi, l'État s'acharne contre Abdourhamane Ridouane.

Aux lendemains de la manifestation nationale en hommage à Aboubakar Cissé et contre l'islamophobie le 11 mai, les brutales perquisitions du Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE), dont l'activité était de défendre juridiquement les musulman·es victimes de discrimination, manifestent

l'acharnement d'un État décidé à retirer aux musulman·es les moyens de l'égalité juridique, en agitant la menace de l'« entrisme des frères musulmans ».

## **L'ISLAMOPHOBIE N'EST PAS UNE DIVERSION, C'EST UN PROJET POLITIQUE**

**L'**alternative imposée aux musulman·es est simple : se dissoudre dans la norme blanche et occidentale ou être réprimé·es, discriminé·es, humilié·es. Dans tous les cas, il s'agit de les faire disparaître de l'espace public. La logique coloniale et raciste d'une lecture blanche du féminisme – le « fémonationalisme » – à des fins islamophobes, qui en 2004, a d'abord visé les femmes s'étend progressivement et chaque nouvelle loi ou circulaire sur les vêtements des musulman·es (qamis, abaya, burkini, niqab...) vise leur exclusion de nouveaux espaces. Une double contrainte consiste à les stigmatiser en les faisant disparaître de toutes les activités en collectivité pour ensuite les accuser de repli communautaire, de séparatisme. L'État conduit une politique systématique de discrimination et de criminalisation des musulman·es : la défense de la laïcité est devenue la justification de lois d'exception qui construisent l'État autoritaire et la possibilité du fascisme. **Obtenons l'abolition de toutes les lois islamophobes à commencer par celles de 2004 !**

Il y a continuité entre les polémiques médiatiques et l'islamophobie d'État : l'une commande l'autre, et réciproquement. Cette continuité est visible quand la polémique sur CNews, suite à la chronique de l'humoriste Marwane Belazar, fait l'objet d'une prise de parole de Rachida Dati sur sa visibilité sur une chaîne du service public, ou quand un rectorat répond à une interpellation de Damien Rieu sur une visite scolaire de la mosquée locale.

Les mesures d'invisibilisation et de criminalisation des musulman-es portées par l'extrême-droite sont défendues au gouvernement, les ministres LR en tête. L'union des droites extrêmes se fait aujourd'hui contre les musulman-es. Le projet de Marine Le Pen d'interdire le hijab dans l'espace public pouvait paraître fantaisiste en 2022 mais il se concrétise étape par étape et il apparaît aujourd'hui comme un futur probable, notamment avec l'annonce de Gabriel Attal qui a proposé récemment d'interdire le port du voile pour les femmes de moins de 15 ans.

## AU QUOTIDIEN, LUTTER POUR LE TRAVAIL EN COMMUN

**L'**islamophobie structurelle tue ponctuellement mais elle crée un « autre » – altérisé, stigmatisé et précarise quotidiennement. En empêchant les musulmanes visibles d'avoir un travail, notamment dans le service public, l'État renforce une

« *armée de réserve du capital* » de travailleur-es précarisé-es et assigné-es au chômage. Fréquemment exclues du travail, les femmes musulmanes qui portent le *hijab* sont mécaniquement cantonnées aux espaces domestiques ou, pour une minorité d'entre elles, dirigées vers quelques filières professionnelles qui les « acceptent », ce qui réduit d'autant leurs perspectives d'épanouissement et de réalisation au travail.

En faisant de l'embauche des musulman-es visibles une faveur, le capital se choisit des travailleurs-ses plus corvéables que les autres et organise la sur-exploitation d'hommes musulmans dont les rémunérations ne sont pas corrélées à leurs compétences alors que leur emploi constitue souvent la seule ressource de leur foyer. Il contraint aussi l'ensemble des musulman-es à chercher un refuge dans les emplois les plus dérégulés qui sont aussi les moins soumis aux règlements islamophobes, pousse les plus diplômés à l'émigration et les moins diplômés vers l'économie informelle.

**Sortir de la surexploitation et de la précarisation des musulman-es exige une rupture radicale avec le capitalisme et les solutions individuelles qu'il**

**prescrit :** la seule stratégie cohérente pour les musulman-es et au-delà, c'est d'organiser la sortie de l'exploitation et la rupture généralisée avec le capitalisme – dans la construction d'un rapport de force unitaire et révolutionnaire !

## L'ISLAMOPHOBIE, C'EST LA GANGRÈNE : ON L'ÉLIMINE OU ON EN CRÈVE !

**L**e 25 avril, l'assassinat extrêmement violent d'Aboubakar Cissé, au matin de la prière du vendredi (jumu'a), à la mosquée Khadidja dans le Gard, par un homme qui voulait devenir « tueur en série », a révélé à toutes et tous le danger réel subi par les musulman-es visibles. C'est jusque dans leurs lieux de culte que l'islamophobie les rattrape et les menace. Leurs vies sont en danger : il ne s'agit pas seulement d'empêcher la pratique d'une religion, mais bien d'éliminer physiquement en raison de la croyance religieuse.

Le basculement fasciste a déjà commencé : à nous de construire la résistance ! La dignité des musulman-es, dont les pratiques ne faiblissent pas malgré la pression raciste, les honore et nous oblige : faire front, ensemble. La mobilisation nationale du 11 mai en hommage à Aboubakar Cissé et contre l'islamophobie en est un jalon important, la constitution d'un cadre national

Stop islamophobie! de même. Le NPA-A est actif dans la constitution de cadres locaux, de réunions de sensibilisations : les musulman-es ne seront pas seul-es face au racisme d'État !

Partout, soutenons les personnes musulmanes : en se montrant solidaires quand elles sont ciblées par des mesures d'exception et, par la force du collectif, en faisant plier les zéloteurs des lois et mesures islamophobes.

**Sans se cacher, partout, ensemble, construisons la solidarité. Désobéissons à toutes les réglementations qui entendent empêcher musulman-es en toute dignité !**



## NOUS REVENDIQUONS :

- Abrogation de toutes les lois islamophobes depuis 2004
- La fin du traitement d'exception du culte musulman et toutes les tentatives étatiques pour l'organiser
- Abrogation de toutes les lois sécuritaires votées au prétexte de la lutte contre le terrorisme qui ont pour effet de criminaliser les musulman-es
- Abrogations de toutes les mesures au travail qui ont pour effet de stigmatiser les musulman-es et leur empêcher d'avoir accès au travail
- Construction d'un mouvement unitaire de lutte contre l'islamophobie

**NPA-LANTICAPITALISTE.ORG | LANTICAPITALISTE.ORG**    **L'ANTICAPITALISTE**